

Stratégie paysanne dans un projet de promotion des cultures vivrières : le cas d'Ombessa

O. CORDEIRO et K. DIKOUME

*Institut panafricain pour le développement
Douala - Cameroun*

RÉSUMÉ

Le projet vivrier d'Ombessa est implanté dans une région pleine d'atouts. Ce projet connaît actuellement de multiples problèmes liés aux méthodes d'intervention de l'encadrement et à la dynamique déclenchée dans le milieu par les innovations proposées. Nous distinguons trois phases dans l'évolution de l'attitude paysanne à l'égard du projet :

une phase où le milieu s'interroge sur l'opportunité de l'expérience,

une étape plus sereine d'assimilation par les paysans des innovations,

une phase d'affirmation de la personnalité paysanne marquée par des oppositions paysans/encadrement et la remise en cause par le milieu du fonctionnement du projet.

L'opposition paysans/encadrement est le danger qui menace le plus l'avenir de l'expérience. On peut y remédier en réorganisant le projet sur la base d'une autonomie effective des paysans.

ABSTRACT

The Ombessa food crop scheme is implanted in an area which has numerous advantages. The scheme is currently confronted with many problems arising from the methods of intervention applied by the administration and the dynamics set into motion among the peasants. Three stages can be distinguished in the evolution of their attitude towards the scheme :

firstly, the peasants examine the advisability of the project,

secondly, a calmer stage occurs when they assimilate the innovations,

thirdly, the peasants assert their personality; this stage is illustrated by their opposition to the administration and their re-questioning of the project.

This peasant/administration opposition is the most threatening danger for the future of the scheme. It can be remedied by re-organizing the project on the basis of genuine peasant autonomy.

INTRODUCTION

Le projet de promotion des cultures vivrières d'OMBESSA est implanté dans la Province du Centre Sud, plus précisément au Sud du département du MBAM au nord de Yaoundé.

Il intéresse deux arrondissements contigus : Ombessa et Bokito.

La région d'Ombessa-Bokito présente des atouts considérables :

deux saisons des pluies s'intercalant entre deux saisons sèches, ce qui permet deux saisons de culture;

une population relativement dense (23 habitants/km² dans l'arrondissement d'Ombessa; 18,4 habitants/km² dans l'arrondissement de Bokito) par rapport à d'autres secteurs du département (seulement 0,5 hab./km² dans l'arrondissement de Yoko). Cette population compte une forte proportion de jeunes (plus de 50 % de moins de 20 ans); le taux de scolarisation y est de plus de 80 %. Par ailleurs, les habitants font preuve d'un dynamisme dont témoigne l'existence dans la région de très nombreux groupes de travail, de tontines et de banques villageoises (1);

de grandes étendues de savane propices aux cultures vivrières et des possibilités réelles de débouchés pour celles-ci (proximité de grands centres, BAFIA et YAOUNDÉ étant respectivement à 18 km et moins de 200 km d'OMBESSA); un réseau routier assez dense et, pour ainsi dire, praticable en toute saison.

Cette présentation succincte de la zone fait d'emblée ressortir les aspects dynamiques sur lesquels des actions de développement peuvent s'appuyer : conditions favorables à la culture du vivrier, abondance de main-d'œuvre jeune, habitude de travail en groupe, existence de nombreuses caisses de cotisation villageoise.

Ce dynamisme est freiné par un certain nombre de problèmes : problème foncier lié au manque de terres à cacao, méthode de travail archaïque, difficulté de commercialisation des produits (inorganisation des circuits de distribution); manque de possibilité de formation et d'emploi pour les jeunes.

Deux grands groupes ethniques sont actuellement associés au projet :

les Sanaga

les Yambassa, subdivisés en divers clans : Mahla, Gunu, Elip...

Dans l'esprit de ses promoteurs, le projet Ombessa était conçu comme une approche de développement auto-centré ayant les objectifs généraux suivants :

Résoudre les conflits de génération entre les jeunes et les vieux, ces derniers étant les seuls propriétaires des plantations de cacao, unique culture de rente dans cette région. Or, le cacao ne pouvant être cultivé que dans les galeries forestières et les bosquets, et compte tenu de la densité relativement élevée de la population en pays Yambassa, les terres à cacao devenaient de plus en plus rares. Les jeunes se trouvaient de ce fait exclus de toute source de revenu monétaire.

Soustraire les paysans, d'une part, aux conséquences néfastes

de la monoculture du cacao en les rendant moins dépendants des cours mondiaux et, d'autre part, de l'exploitation dont ils étaient l'objet de la part des multiples acheteurs et de leurs intermédiaires pratiquant notoirement le coxage.

Rétablir, à l'avantage des femmes notamment, la division sexuelle du travail.

Maximaliser dans la mesure du possible l'utilisation de la main-d'œuvre disponible dans la région.

L'idée est donc venue aux promoteurs du projet de consacrer celui-ci à la promotion des cultures vivrières et de l'élevage, ce qui permettrait de toucher toutes les catégories sociales et de valoriser les terres de savane.

Après bien des tâtonnements et des problèmes, le projet a démarré en tant que Mission de Développement d'Ombessa en 1973 et a connu, depuis, des progrès sensibles, notamment sur le plan technique.

Cependant, en matière de participation paysanne, le projet est bien en deçà de ses ambitions du départ : un certain nombre de blocages freine l'effet multiplicateur et l'extension de l'expérience. Ces problèmes sont autant la conséquence des méthodes d'intervention de l'encadrement que le résultat de la dynamique déclenchée dans le milieu par les innovations proposées.

PRÉSENTATION DU PROJET

Objectifs du projet

C'est l'expérience de promotion la plus notable de la zone d'Ombessa-Bokito; elle se propose :

de favoriser la diversification de l'économie locale en modernisant le secteur vivrier par l'introduction de la culture attelée et des pratiques agricoles intensives (techniques de lutte anti-érosive, choix des espèces culturales, amendement des sols; maîtrise du calendrier agricole) et en intensifiant le petit élevage;

de lutter contre l'exode rural des jeunes en leur offrant sur place des sources de revenu monétaire non salarial et en cherchant à améliorer leurs conditions de vie;

d'assurer une meilleure répartition du travail entre les différentes catégories sociales de la population (notamment les jeunes et les femmes);

d'utiliser les terres de savane (très abondantes);

d'augmenter les revenus de la population en diversifiant leurs sources;

d'organiser et de faciliter la commercialisation des produits vivriers;

d'aider à l'auto-organisation du milieu pour que les paysans parviennent, d'une part, à une maîtrise technique, économique et sociale de leur projet, et, d'autre part, à la transformation globale de la société.

Il s'agit donc d'un projet de développement qui se veut intégré, auto-centré et participé.

(1) Groupe de travail : association volontaire de personnes ayant pour but le travail par rotation dans les champs de chacun des membres.

— Tontine : chaque membre cotise pour le même montant à intervalles réguliers et, la somme totale ainsi réunie, est reversée à chacun des membres à tour de rôle.

— Banque villageoise : chaque membre cotise selon ses moyens et récupère en fin d'année la somme versée augmentée d'un intérêt qui peut s'élever à 30 ou 40 %.

Les banques villageoises accordent des crédits à intérêts modérés pour leurs membres, mais à des taux beaucoup plus élevés (50 à 100 %) pour les non-membres.

Justification du projet

On trouve dans la zone beaucoup de jeunes qui, après avoir erré en ville en quête de travail, reviennent au village. Là, ils se trouvent devant un problème délicat : ils ne peuvent s'occuper des cultures riches (cacao) par manque de terrain et ils ne pensent pas s'adonner aux cultures vivrières car, d'après la coutume, c'est un travail réservé aux femmes.

Or, en introduisant le projet précité, la culture de cacao ne sera plus désormais considérée comme l'unique source de revenus.

Par ailleurs, si les jeunes n'aiment pas s'adonner aux cultures vivrières, c'est aussi dû en partie à l'outillage rudimentaire utilisé qui rend le travail particulièrement pénible. Or le projet entend justement révolutionner les méthodes culturales en introduisant un outillage moderne. Ainsi, les jeunes, déjà motivés et habitués au travail de la terre dans le cadre de la JAC (2), seront fiers d'introduire le progrès dans la zone.

Si le problème foncier se pose dans la région c'est surtout à cause du manque de terres de forêt propices à la culture du cacao. Or, en introduisant le projet précité, on utilise les terres de savane pour les cultures vivrières, réduisant ainsi la tension et les palabres provoquées par la pénurie de terres de forêt.

Les études agronomiques et pédologiques, entreprises dans la zone, attestent que la terre est cultivable jusqu'à une profondeur de 50 à 75 cm; cette qualité du sol permet l'introduction de la culture attelée dans la zone.

Des essais de culture attelée ont été déjà tentés dans une région voisine et ont permis de quintupler les rendements de l'igname.

Le projet vise l'organisation de la commercialisation comme l'un de ses buts. Cette organisation sera facilitée par l'immense réseau routier qui sillonne la zone et devrait inciter les paysans à produire sans être découragés par le problème de la mévente de leur production, d'autant plus que de gros débouchés existent (proximité de grands centres urbains dont Yaoundé).

Historique du projet

Lors d'une session organisée par l'Institut Panafricain pour le Développement à Douala, en 1968, un des responsables du futur projet a rencontré le permanent JAC du Tchad, originaire du Sud du pays où la culture attelée a fait, en une dizaine d'années, des progrès spectaculaires, passant de zéro à plusieurs milliers d'attelages. La comparaison de leurs difficultés respectives, des solutions ébauchées, des conditions géographiques, finalement assez semblables, fit naître l'idée qu'on pouvait envisager de fonder son existence, non seulement sur le cacao, mais aussi sur les cultures vivrières à condition de mettre en œuvre des techniques nouvelles capables d'améliorer les rendements.

(2) Jeunesse Agricole Chrétienne.

(3) A l'époque, l'IPD était déjà en contact avec la Coopération Technique Suisse (CTS) qui était disposée à financer un projet de promotion des cultures vivrières au Cameroun. Tout en laissant libre le choix du lieu d'implantation d'un tel projet, la CTS souhaitait vivement le voir s'établir dans le Mbam, plus exactement dans l'arrondissement de Ntui où la Suisse avait déjà une réalisation : l'école d'Assistants Sociaux de Bétamba et un projet : le pont sur la Sanaga à Natchigal. Avec le projet vivrier, il y aurait eu une « zone suisse » à projets multiples et complémentaires. C'est d'abord le secteur de Goura pourtant sans atouts (populations locales clairsemées, peu actives et d'immigration plutôt récente, savanes peu abondantes cantonnées le long du fleuve) qui fut pressenti pour abriter ce projet vivrier; mais très vite, le secteur d'Ombessa, nettement plus favorisé à tous égards, s'imposa comme devant être le lieu d'implantation du dit projet.

Pour ce faire, il fallait réunir les fonds nécessaires aux investissements de base qu'on prévoyait alors très modestes : il s'agissait tout au plus de quelques charries et autant de paires de bœufs. Les jeunes s'adressent à un professeur de l'IPD, sociologue, Cosme DIKOUME, qui connaissait déjà bien la région pour y avoir exercé comme fonctionnaire de la Jeunesse et des Sports, et séjourné ultérieurement à plusieurs reprises en pays Yambassa. Avec un autre professeur de l'IPD, Mathieu GRACIA, économiste, il élabore une demande de financement. Mais entre les mains de ces deux professeurs, le projet subit une profonde métamorphose : réfléchissant qu'un petit projet revient, proportionnellement plus cher qu'un plus vaste, certains coûts de fonctionnement, de démarches, de services, restant en gros les mêmes quelle que soit l'échelle, ils proposent d'étendre à tout l'arrondissement d'Ombessa ce qui, initialement, ne visait que quelques familles dans l'orbite de la Mission Catholique. En d'autres termes, il ne s'agissait plus d'envisager une progression en tache d'huile, mais une opération globale sur tout un secteur, une mobilisation générale de la population paysanne, dont la visée dépasse d'ailleurs le seul objectif économique, pour éviter de s'enliser dans les méandres de trop petites micro-réalizations. Toutefois, le principe comme l'objectif, demeurent bien ceux du début : le projet repose sur les populations qui l'ont inventé et veulent le mettre en œuvre; il leur est également destiné : autrement dit, il faut éviter tout détournement d'intérêt à quelque niveau que ce soit. Ce sont les paysans eux-mêmes qui doivent devenir les promoteurs de leurs propres intérêts, grâce à l'appoint provisoire d'une aide extérieure de départ.

Par la suite, les activités pour faire aboutir ce projet se sont développées dans trois directions :

Enquêtes et recherches sur le terrain pour fonder les premières observations et mieux cerner le milieu et ses problèmes, prolongées par des séjours de plusieurs professeurs de l'IPD ainsi que les stages des étudiants dans la région en novembre 1968 et janvier 1969.

Prise de contact avec les autorités administratives et politiques lesquelles, vivement intéressées, invitent les professeurs de l'IPD à prendre part aux travaux du comité départemental du développement. Par ailleurs, l'étude du projet Ombessa réunira, à plusieurs reprises, les autorités locales, les techniciens du département, les responsables des jeunes, des représentants de l'IPD. A la suite de ces séances, le Préfet de l'époque, M. MÉDJO, décidera que les responsables de ces services techniques doivent collaborer à l'élaboration comme à l'exécution de ce projet. Quand celui-ci fut élaboré par l'IPD, il fut déposé au Ministère du Plan.

Enfin, prospections pour obtenir une aide financière et en personnel, notamment auprès de la Suisse (3) et du Canada.

Après présentation du projet dûment élaboré à la Planification Nationale, le Gouvernement Camerounais hésitera plus d'un an avant d'introduire la demande officielle de financement auprès de la C.T.S. qui entre temps, avait,

semble-t-il, affecté le crédit et le chef du projet ailleurs. C'est alors que Cosme DIKOUME qui, au sein de l'IPD, suivait l'évolution du projet en tant que Directeur-Associé du Centre de Recherches en création demanda en 1970, à un de ses amis, Jean-Louis MAROLLEAU, prêtre français, qui connaissait d'ailleurs la région lui aussi, de venir sur place compléter les observations et enquêtes nécessaires pour constituer un dossier de demande de financement et voir quelles actions entreprendre immédiatement pour soutenir l'attente des gens. Une petite somme collectée par Marolleau auprès des relations parentales a permis l'achat de trois paires de bœufs et d'un minimum d'équipement pour la culture attelée : quelques charrues, sarcluses, bineuses, charrettes. Soulignons que l'IPD (Centre de Recherches) constituait l'organisme logistique et de référence durant cette période de démarrage.

Un groupe d'une trentaine de paysans intéressés à l'introduction de la culture attelée dans la région s'est alors mis au travail. Le groupe initial s'est ensuite scindé en deux groupes. Chacun de ces deux groupes a reçu une paire de bœufs qui était utilisée pour les labours des champs communautaires (champs-écoles). Durant cette période de tâtonnements, les groupes disposent de moyens financiers limités et d'un seul encadreur, le Père Marolleau.

En 1973, une Convention passée entre le Gouvernement Camerounais et la Coopération Technique Suisse a créé la Mission de Développement des cultures vivrières d'Ombessa. Cette officialisation du projet a conduit à un renforcement des moyens :

sur le plan financier, budget régulier tous les ans;
sur le plan personnel : 7 techniciens affectés au projet.

L'encadrement des paysans a donc pu s'améliorer et les expériences agro-organisationnelles et pédagogiques s'intensifient.

Aujourd'hui la population touchée par le projet est en très nette augmentation puisque le nombre de villages comptant des groupes encadrés par la MIDO a plus que quadruplé, passant de 3 à la fin de 1975 à 13 à l'heure actuelle. La Mission a donc connu une évolution favorable et rapide mais en même temps s'est trouvée confrontée à toute une série de problèmes liés à cette évolution.

Problèmes du projet

Ces problèmes sont nombreux et complexes.

Problèmes techniques

Au démarrage de l'expérience, des difficultés inattendues de terrain sont apparues :
difficulté de niveler directement les buttes traditionnelles avec des bœufs, ce qui a fait du coup apparaître le nivellement de ces buttes au moyen de la houe comme le préalable nécessaire à l'introduction de la culture attelée;
le nivellement de ces buttes a provoqué de graves inondations parce qu'on n'avait pas pensé au problème du drainage des

eaux de pluie que les longs et profonds sillons laissés entre les buttes traditionnelles permettaient de résoudre facilement. D'où une perte totale du premier champ et les répercussions psychologiques en égard aux efforts consentis;
impossibilité de labourer avec des bœufs les terres limoneuses de la zone immédiatement après la longue saison sèche qui les assèche et durcit; difficulté des premiers labours sur des terres sortant d'une longue jachère « à cause de la résistance des herbes qui ont poussé tout un réseau de racines profondes et de rhizomes comme l'imperata » (4);
en conséquence logique de ce qui précède, l'on a préconisé le recours à la motorisation (tracteur) pour les premiers labours, malgré la conscience des risques (5) que cela comportait pour la poursuite même de l'expérience.

D'autre part, le manque de connaissance agronomique et l'insuffisance de l'encadrement technique se sont traduits par des erreurs et aussi sans doute de la négligence dans le suivi d'un calendrier agricole nouveau différent du calendrier traditionnel.

Malgré ces difficultés de départ, des progrès remarquables ont été accomplis et, à l'heure actuelle, un certain nombre d'acquis techniques sont à mettre à l'actif des paysans : systématisation des pratiques anti-érosives (cultures en courbe de niveau, lignes anti-érosives de stylosanthes...) et d'autres méthodes culturales intensives (choix des variétés, enfouissement de la paille et des engrais verts, utilisation d'engrais chimiques...),

introduction des cultures nouvelles (au moins par rapport au passé récent) comme le riz,

tentative d'amélioration foncière par constitution de jachères améliorantes à base de stylosanthes,

introduction de la culture attelée avec réussite des labours, l'emploi des charrettes.

En même temps qu'il s'efforçait d'amener les paysans à la maîtrise des techniques culturales susmentionnées, l'encadrement de la MIDO s'est attaché à rassembler les éléments qui lui ont permis de définir un « modèle » d'exploitation à promouvoir dans la zone.

Cependant, ces acquis sont encore fragiles; en effet, la non-maîtrise des contraintes du calendrier cultural par les paysans, aggravée par leur tendance à l'extensification, maintient donc toujours les risques de mauvaises performances. Par ailleurs, le problème de la motorisation est resté en suspens et fait toujours l'objet de vives controverses au sein de l'élite locale ou régionale; à cette motorisation qui implique toute une série de contraintes dont une forte dépendance technologique vis-à-vis de l'extérieur a été préférée la culture attelée moins onéreuse du point de vue investissement et plus facilement maîtrisable par les paysans. Cependant, la motorisation, compte tenu de l'extension que prend le projet, n'est pas une solution à écarter systématiquement, car, de toute façon, elle deviendra à moyen et long terme, un des facteurs de modernisation de l'agriculture locale. Il importe donc d'étudier, dès maintenant, les conditions et les limites de son implantation dans la zone.

(4) Lettre du Père J.-L. MAROLLEAU à Cosme DIKOUME, Directeur-Associé du Centre de Recherches Appliquées de l'IPD en date du 20 février 1972.

(5) Tentation pour les paysans de labourer de trop grandes étendues et donc de soumettre une bonne partie de leur patrimoine terre à une dégradation accélérée, aucune mesure de protection du sol n'étant encore prise à l'époque; risque de voir le paysan ne compter plus que sur la machine pour travailler, enfin risque de dépendance technologique vis-à-vis de l'extérieur.

Problème de l'association agriculture-élevage

La MIDO a procédé à diverses expériences d'introduction de l'élevage intensif dans le projet; mais les résultats obtenus, en raison de certaines difficultés dont principalement le manque de suivi, ne sont pas encore concluants.

On peut dire qu'à l'heure actuelle l'association agriculture élevage reste encore très largement embryonnaire dans le secteur Ombessa-Bokito. Son implantation et son développement dans la zone passe par un certain nombre de préalables :

le projet doit considérer l'élevage, non plus comme une activité secondaire, mais comme un facteur important de la promotion paysanne et donc mettre à la disposition de ce secteur d'activité un technicien suffisamment disponible pour assurer un encadrement dense, au moins dans la phase de démarrage des divers élevages;

le paysan doit être préparé à se plier aux contraintes qu'implique l'élevage intensif;

l'intensification de l'agriculture qui produira davantage de déchets végétaux (sons de riz, morceaux de tubercules, etc.) valorisables par les animaux.

Problème de commercialisation et de gestion

Le problème de la commercialisation a toujours été épineux dans la région.

Deux formules de commercialisation ont été successivement expérimentées jusqu'ici au sein du projet :

la première formule consistait pour la MIDO à commercialiser les produits au fur et à mesure de leur livraison par les paysans, ces derniers n'étant payés — toutes déductions faites des montants des crédits — qu'à l'issue de la campagne agricole. Il est évident que, dans ces conditions, les paysans voyaient s'écouler un long délai entre le moment de la commercialisation et celui où ils entraient en possession de leurs revenus. Il en est résulté un grave mécontentement qui s'est traduit par de nombreuses défections — notamment parmi les jeunes — dans les champs-écoles.

Au terme de la deuxième formule — encore en vigueur aujourd'hui — les paysans sont payés au fur et à mesure de la commercialisation de leurs produits, étant convenu que le tiers des revenus est retenu à chaque fois par la MIDO pour recouvrer les avances et les crédits consentis aux paysans. Bien que ce système représente une amélioration par rapport au précédent, il suscite encore du mécontentement et de la méfiance chez les paysans qui souhaitent être associés à tout le processus de commercialisation de leurs produits. La tension s'est d'ailleurs ravivée, lorsque, plus récemment, la direction de projet a fixé unilatéralement le prix du paddy et celui du riz décortiqué (6) qu'elle achète aux paysans.

Tout ce qui précède pose le problème plus général de la participation paysanne à la gestion technico-économique du

projet, participation qui est loin d'être acquise à l'heure actuelle.

Problème des avances et crédits

Au démarrage de l'expérience, les crédits et avances accordés par la MIDO aux paysans concernaient les domaines les plus divers (équipement, engrais et herbicides, frais d'écolage, amélioration de l'habitat, etc.). De graves malentendus ayant surgi au moment du recouvrement des avances consenties aux paysans, la MIDO ne fait plus de crédit actuellement, excepté en ce qui concerne l'équipement, les engrais et les herbicides. Les crédits pour l'équipement (achat de la paire de boeufs, charrue, charrettes) sont remboursés en trois ans (retenue du tiers du revenu de la récolte) jusqu'à concurrence du montant des crédits.

Les avances consenties pour les engrais et herbicides, doivent être remboursées intégralement chaque année, que la récolte ait été bonne, médiocre ou catastrophique.

A ces charges déjà lourdes, s'ajoutent pour les paysans, les frais de location des batteuses, semoirs (7), les frais de transport et de transformation de leurs produits (riz essentiellement).

Lorsque toutes ces charges ont été déduites, il arrive que certains paysans se retrouvent avec moins de 1/10 de leurs revenus (8). Il semblerait même que certains paysans continuent à rembourser sans savoir où en est le projet dans le recouvrement des crédits qui leur ont été octroyés. Rien d'étonnant, dans ces conditions, que les paysans en viennent à penser qu'ils travaillent pour enrichir les cadres du projet. D'où leur attitude de révolte larvée à l'égard de ces cadres.

Problème de l'organisation des paysans

La phase expérimentale a vu se poser de manière aiguë le problème de la taille des équipes à promouvoir dans le secteur.

Au début de leur action, les techniciens de la MIDO ont adopté le système consistant à travailler avec de grands groupes, ce qui leur permettait de toucher davantage des personnes avec un encadrement réduit. Mais très vite, les groupes se sont révélés inopérants pour les raisons suivantes : de nombreux cas de retard et d'absence au travail, plusieurs membres comptant sur les autres pour accomplir leurs engagements à leur place;

les membres n'avaient pas conscience des questions d'intérêt général; certains membres croyaient travailler pour le chef de groupe; dans certains grands groupes, des chefs autoritaires freinaient les initiatives des membres.

Des séances d'animation et de réorganisation des groupes leur ont permis de se restructurer et de prendre leur responsabilité.

(6) La MIDO s'est dotée récemment d'une petite unité de décortiquage où les paysans peuvent faire décortiquer leur riz avant de le vendre eux-mêmes ou, indirectement, par l'intermédiaire du projet.

(7) L'acquisition des semoirs et batteuses ne peut encore se faire dans le cadre de l'équipe, en raison des faibles superficies mises en valeur.

(8) Cette affirmation demande à être sérieusement vérifiée car, s'il en allait ainsi pour tous les paysans, on voit mal pourquoi les paysans pionniers, continueraient à rester dans le projet et seraient cités comme exemple de « réussite » par les nouveaux.

Cette restructuration s'est faite sur la base de petites équipes (4 à 5 personnes) fondées sur des affinités étroites (lien de parenté ou de solide amitié) entre leurs membres. Ces petites équipes se sont rapidement révélées plus responsables, opérationnelles et efficaces (augmentation notable de la superficie cultivée par tête, constitution de nouvelles équipes, ce qui rompt la marginalité des groupes initiaux par rapport au reste du village). Tout ceci explique pourquoi la MIDO encourage actuellement des équipes de taille restreinte.

De nombreuses équipes de ce type existent et fonctionnent maintenant dans les villages touchés par le projet. Toutefois, ces équipes travaillent en vase clos (9); dans aucun des villages, on ne voit une collaboration suivie s'amorcer entre les équipes, alors que les paysans reconnaissent eux-mêmes qu'ils ont tout intérêt à s'organiser et à se concerter dans le cadre d'une structure à déterminer, pour mieux défendre leurs intérêts communs, plutôt que de continuer à se présenter en ordre dispersé devant l'encadrement.

À propos de l'organisation paysanne, l'annexe à l'accord entre la République Unie du Cameroun et la Confédération Suisse précise qu'à l'issue de la première phase (1973-1975) « des groupes seront constitués dans chacun des villages touchés et la forme du travail commun (champ collectif ou parcelle individuelle) ainsi que la forme du groupe (groupement collectif ou non) seront déterminés par les participants; sera également mis en place le système de participation de la population à l'organisation du projet au niveau de l'arrondissement ». Or, force est de reconnaître qu'au moment où le projet va aborder la phase dite d'extension, l'organisation paysanne n'a pas fait autant de progrès que prévu.

Problème de stratégie pédagogique au sein du projet

Le dialogue instauré jusqu'ici s'est réalisé sur un plan vertical presque exclusivement, entre les groupes des villages touchés et les cadres du projet. Dans un tel contexte et compte tenu de l'extension que prend ce projet, il se pose à la MIDO un problème de stratégie pédagogique nouvelle.

Que faire pour alléger les charges du projet en matière de formation, eu égard à l'insuffisance de l'encadrement?

Doit-on transformer les paysans déjà formés en formateurs pour les autres? si oui? comment?

De nombreuses autres structures (10) existent dans le milieu. Elles sont toutes censées promouvoir le développement rural; mais le plus souvent elles s'ignorent mutuellement et agissent sans concertation. Il en résulte un gaspillage des énergies et des efforts. Doit-on chercher à

associer au moins certaines de ces structures aux tâches d'encadrement du projet? A quelles conditions?

Telles sont quelques-unes des questions auxquelles essaie de répondre actuellement l'encadrement du projet.

Problème de la stratégie d'extension du projet

Actuellement, en matière d'extension, la politique de la MIDO semble être de répondre à tous les villages qui la sollicitent, sans se donner d'abord les conditions d'une réussite technique et sociale là où l'expérience est amorcée. A notre sens la MIDO devrait, tout en satisfaisant un nombre limité de demandes d'encadrement dans de nouveaux villages, tendre surtout à consolider, développer et diversifier les activités des villages déjà touchés. A vouloir étendre à tout prix la zone géographique de l'implantation du projet on risque d'aboutir à un saupoudrage des moyens et des efforts préjudiciables à la poursuite même de l'expérience.

LA DYNAMIQUE PAYSANNE FACE AU PROJET

Le projet Ombessa a connu une évolution lente, notamment à ses débuts. De sa genèse à 1973, il a concerné 25 paysans (11). Entre 1973 et 1977 le projet a touché 244 paysans supplémentaires répartis dans 11 villages et à peine 100 ha ont été cultivés (essentiellement en riz). Or, l'annexe à l'accord entre la République Unie du Cameroun et la Confédération Suisse prévoyait qu'entre 1973 et 1975 (première phase), l'action s'étendrait déjà à 5 villages de l'arrondissement d'Ombessa et toucherait une centaine de paysans qui cultiveraient de 50 à 100 ha, les cultures pratiquées étant celles déjà courantes dans la zone. Nous voyons donc qu'en matière d'extension, le projet est resté très largement en deçà de ses ambitions de départ.

Ces réalisations modestes tiennent au fait que la participation paysanne au projet n'a pas été ce qu'elle aurait dû être. Cette faible participation paysanne au projet est due : aux méthodes d'intervention de l'encadrement qui n'a pas su ou voulu associer pleinement les paysans à l'action; à l'attitude ou plutôt à la dynamique du milieu face aux innovations qu'on lui propose, dynamique qui a d'ailleurs été influencée par l'encadrement et ses méthodes d'action.

Avec l'analyse des problèmes du projet, nous avons abordé les méthodes d'intervention de l'encadrement. Ces méthodes ont manifestement un caractère directif ne laissant pas beaucoup de place au dialogue. Dans la suite de cet exposé,

(9) Tout se passe comme si les paysans craignaient, en organisant une collaboration interéquipes, de voir se reconstituer les grands groupes qui ont été décevants.

(10) On peut citer parmi elles :

des structures locales :

le Poste Agricole,

le CFDC (Centre de Formation et de Développement Communautaire),

des structures régionales :

l'Agence Provinciale de Développement,

la Délégation Départementale à l'Agriculture,

des structures nationales :

le FONADER (Fonds National pour le Développement),

la MIDEVIV (Mission de Développement des cultures vivrières et fruitières, etc.).

(11) Nous ne considérons ici que les paysans qui sont restés dans le projet malgré les difficultés rencontrées.

nous examinerons l'attitude du milieu à l'égard du projet.

Cette attitude a des fondements aussi bien historiques qu'économiques et socio-culturels et a connu diverses péripéties. La chronologie permet de cerner dans l'évolution de cette attitude plusieurs phases et aspects d'ailleurs difficilement dissociables. Pour la commodité de l'exposé, nous distinguons :

une phase de départ caractérisée par un conflit de génération d'une part, et un conflit entre jeunes engagés dans le projet d'autre part;

une étape intermédiaire, moins troublée, au cours de laquelle le milieu assimile et adopte les innovations qui lui sont proposées tout en faisant toujours confiance à ses pratiques culturelles traditionnelles;

une troisième phase pendant laquelle la personnalité paysanne s'affirme, ce qui se traduit par des rapports conflictuels paysans/encadrement et la mise en cause du fonctionnement du projet par le milieu.

Un conflit de générations

Le projet : une initiative de jeunes marginaux

Ceux qui font démarrer le projet sont des jeunes. Or, l'expérience ou l'exemple d'un jeune ne peut convaincre les « vieux ». Qui plus est, ces jeunes sont des marginaux et ce, à plus d'un titre :

ils ont été à l'école, donc, ils sont « instruits »,

ils ont séjourné en ville et sont malgré eux revenus au village, ce qui est un échec,

ce sont des chômeurs : ils n'ont pas de revenu,

donc pas de pouvoir social au village,

ils ont un passé de « militantisme chrétien » et sont donc de ce fait en marge de la tradition.

Même s'ils n'en sont pas totalement affranchis, ces jeunes ne se sentent pas, au même titre que les « vieux » liés par des pratiques telles que la sorcellerie, la polygamie, les rites agraires (12) ou l'appartenance à une société secrète (13).

La culture attelée : une innovation suspecte aux yeux des anciens

L'hostilité des anciens à l'égard de la culture attelée tient à plusieurs causes : la peur suscitée par le bœuf, la crainte que cette nouvelle technique culturelle ne s'accompagne d'une émancipation inopportune des jeunes et des femmes, la présence suspecte d'un blanc au village.

La peur suscitée par le bœuf

Qui dit culture attelée, dit bœuf. Or, le bœuf est un gros animal dont le physique en lui-même fait peur à tout le monde, notamment aux enfants et aux femmes. Or, faire peur à l'élément féminin, c'est compromettre dès le départ le succès des cultures vivrières qui sont le domaine réservé des

femmes. La répulsion suscitée par le bœuf a également une cause historique à laquelle se superposent des croyances superstitieuses :

il faut d'abord se rappeler les migrations qui se sont déroulées il y a deux ou trois siècles et au cours desquelles les populations de cette région rapportent avoir été repoussées dans la forêt par des hommes montés sur des animaux étranges. Ces animaux n'étaient autre chose que des chevaux montés probablement par des Tikar;

l'élevage du bœuf et le maquignonage sont demeurés au Cameroun le domaine réservé des populations islamisées du Nord, populations dénommées « Haoussas » par les peuples christianisés du Sud. Ces éléments de religion et de clivage ethnique s'ajoutent à des préjugés ancrés dans les mentalités selon lesquelles les éleveurs Haoussas auraient le pouvoir de transformer en bœuf toute personne passant près de leurs troupeaux; en réalité il s'agit de croyances liées à la traite des esclaves dont les populations du Nord avaient le monopole dans cette région;

pour ce qui est plus précisément du premier village où le projet a débuté, les anciens ont toujours présent à l'esprit les massacres qui accompagnèrent l'échec de la tentative de création d'un lamidat dans ce même village en 1920. En effet, quelques Foulbé avaient, depuis une décennie, pris l'habitude de s'arrêter dans ce village avec leurs troupeaux de bœufs avant de les acheminer sur Yaoundé, Edéa ou Douala. Quelques musulmans s'installèrent même dans ce village et commencèrent à y faire du commerce. A la mort du chef du village, ils profitèrent de la période de vacation de pouvoir pour s'emparer de celui-ci et voulurent même tuer l'héritier légitime. La population du village se souleva et massacra tous les musulmans.

L'émancipation des jeunes et des femmes : une éventualité redoutée.

Le premier groupe constitué pour pratiquer la culture attelée était composé, non seulement de jeunes gens, (numériquement minoritaires d'ailleurs), mais surtout de jeunes filles et de jeunes veuves. Cette promiscuité dans un même groupe de travail de jeunes gens et de jeunes filles dont certaines étaient déjà fiancées à des hommes non-membres de ce groupe, suscitait la suspicion des anciens et des fiancés eux-mêmes. Quant aux veuves membres du groupe, elles voyaient dans la culture attelée un moyen pour elles, d'augmenter leurs revenus monétaires et de se libérer plus vite de ceux qui avaient sur elles un droit d'héritage.

La présence suspecte « du blanc » au village.

Nous avons vu que le premier groupe a été encadré par un père Jésuite. La présence d'un blanc — prêtre de surcroît et donc par définition mystérieux sinon malfaisant — au village pour soutenir les jeunes renforce la suspicion des anciens à l'égard de l'expérience. Ces jeunes ne vont-ils pas finir par travailler pour le « blanc »? N'oublions pas que l'image de blanc spoliateur et ravisseur de terres est encore fraîche dans les mémoires.

(12) Par rite agraire, il faut entendre la pratique qui consiste à semer des plantes pour protéger son champ ou à disposer, dans le même but, des fétiches à des endroits précis du champ.

(13) On sait que les sociétés secrètes, base de l'organisation sociale traditionnelle, ont été durement réprimées par l'administration coloniale avec la bénédiction des Missionnaires.

La mort d'un des leaders des jeunes, trois semaines seulement après le début de l'action, renforce le point de vue de tous ceux qui sont convaincus de la nocivité de cette expérience. En fait, ce décès fut suivi de très nombreuses défections. Tant et si bien que le groupe va se réduire considérablement, passant de 40 à 25 membres. Il a fallu à l'époque, à ceux qui sont restés dans le projet beaucoup de courage et de détermination pour supporter les railleries consécutives à l'échec total, pour des raisons évoquées plus haut (voir paragraphe sur les problèmes techniques du projet), du premier champ.

Ce conflit de génération met en évidence l'importance de l'environnement sociologique dans le démarrage de l'innovation. Faute d'avoir su convaincre sur l'intérêt de l'action entreprise pour l'ensemble du milieu, les groupes « modernes » naissants sont restés longtemps paralysés et pratiquement en marge des communautés villageoises. Cependant, une des conséquences positives de cette paralysie et de cette marginalisation est la création chez ces jeunes d'une conscience d'espèce qui les soutiendra dans la poursuite de l'effort entrepris et les aidera ultérieurement à s'affirmer vis-à-vis de l'encadrement.

A l'heure actuelle, avec l'extension de l'expérience et l'entrée dans le projet de nombreux anciens, la marginalité des groupes « modernes » s'estompe, mais la méfiance subsiste et les efforts de ces groupes ne sont pas toujours compris.

Un conflit entre jeunes au sein du premier groupe.

Le conflit de générations ne va pas tarder à être relayé ou plutôt à se juxtaposer à un conflit entre jeunes à l'intérieur même du premier groupe de culture attelée qui se trouve avoir deux chefs, l'un Gunu et l'autre Elip, deux clans Yambassa traditionnellement rivaux. A la suite d'un différent profond entre ces deux leaders, ce groupe finit par se scinder en deux sous-groupes suivant le clivage clanique Gunu/Elip. Le groupe Elip va rester à Yambassa (14) tandis que le groupe Gunu suivra son chef à Edane (15).

L'assimilation et l'adoption des innovations par les paysans.

Au plus fort de l'antagonisme entre jeunes et vieux d'une part, et entre les jeunes eux-mêmes d'autre part, la culture attelée n'a pu faire la preuve de sa viabilité et de son efficacité dans la zone. La scission du groupe initial en deux, va constituer un tournant à cet égard, sans doute parce que les oppositions s'étant dissipées ou tout au moins atténuées, le travail a retrouvé sa place prééminente. C'est en tout cas à partir de cette scission (1973) que :

la plupart des techniques culturelles nouvelles dont nous avons

fait état plus haut, commencent à s'implanter solidement à Edane et Yambassa; les paysans engagés dans le projet, et singulièrement les leaders des 2 groupes, acquièrent une certaine technicité et voient leurs revenus s'améliorer sensiblement.

Pendant deux ans (1973-1975), le projet restera pratiquement limité aux deux groupes d'Edané et de Yambassa et s'identifiera pour ainsi dire à eux. A partir de 1976, on assiste à une éclosion de nouveaux groupes. Ces derniers sont, sans nul doute, le résultat de la campagne d'animation et de sensibilisation menée systématiquement par la direction du projet, mais surtout, à notre sens, le fruit de l'effet d'imitation et d'entraînement engendré par la « réussite » des leaders des anciens groupes. Mais n'exagérons rien : cet engouement pour la culture attelée est loin d'être un mouvement généralisé dans les villages. La plupart des villageois conservent vis-à-vis du projet une attitude prudente et « attendent pour voir » (16); cette attitude attentiste tient à plusieurs raisons qui vont du grief contre l'encadrement au scepticisme quant à l'aptitude du projet à améliorer durablement les revenus de ceux qu'il encadre. En effet, selon ces paysans attentistes :

la MIDO (direction du projet) ne les a jamais pris au sérieux : elle les considère comme des ignorants,

la MIDO est indifférente à leurs problèmes (santé, approvisionnement) et ne tient même pas compte de ses promesses aux villageois en matière de ravitaillement (17),

les paysans encadrés par la MIDO n'ont pas plus d'avantages que ceux qui ne le sont pas; dans bien des cas, les revenus de ces derniers sont plus élevés,

les cadres du projet ne sont pas assez proches des villageois, ils s'en éloignent même beaucoup par leurs conditions matérielles de privilégiés (voiture de fonction, habitat confortable, possibilité de séjours fréquents en ville, etc.) et leur attitude de supériorité : « Certains d'entre eux n'osent même pas descendre de leur voiture quand ils viennent nous voir ».

La plupart des griefs et remarques exprimés par les villageois attentistes sont d'ailleurs repris et orchestrés par les paysans encadrés eux-mêmes. Nous reviendrons sur ces points plus loin. Il ne faut pas non plus croire que l'apprentissage et l'assimilation des innovations par les premiers groupes de culture attelée se sont faites sans résistance. En fait, tout en s'attachant à « posséder » parfaitement les innovations, les paysans impliqués dans ces groupes font encore confiance aux pratiques culturelles traditionnelles. C'est ainsi par exemple qu'ils continueront à faire, pendant plusieurs saisons consécutives de culture, de grands champs de riz éparpillés aux « quatre coins de l'horizon » malgré les remarques répétées de l'encadrement sur la difficulté d'entretenir et de protéger de tels champs. Cette attitude « irrationnelle » que

(14) Village Elip où a démarré l'expérience.

(15) Quartier Gunu du village Ombessa, siège de la Direction du projet.

(16) Il nous a été rapporté que certains des anciens qui avaient été les adversaires les plus résolus de l'expérience, avaient fini par être plus favorables au projet; ils préférèrent cependant, par amour propre, rester en dehors de celui-ci.

(17) Elles sont le résultat des premières campagnes maladroites d'animation et de sensibilisation faites pour multiplier le nombre d'adhésions.

l'encadrement jugera souvent sans indulgence (18) — répond pourtant à un instinct séculaire chez le paysan : un souci de sécurité obtenue par la diversification des cultures et l'éparpillement des champs.

L'affirmation de la « personnalité » paysanne

Au fur et à mesure qu'ils maîtrisent les techniques et acquièrent un certain pouvoir social, les paysans, et plus particulièrement les leaders des anciens groupes, s'affirment vis-à-vis de l'encadrement. Cette affirmation de la personnalité paysanne présente plusieurs facettes puisqu'elle se traduit par :

la résurgence de l'esprit bureaucratique chez certains paysans, la cristallisation de sources oppositions individuelles, le refus d'un encadrement serré et tous azimuts, la remise en cause du fonctionnement du projet.

La résurgence de l'esprit bureaucratique et la cristallisation de sources oppositions individuelles.

Si les leaders des deux groupes initiaux sont devenus paysans, ce n'était pas dans le fond pour le demeurer, car étant instruits (19), ils aspirent à émerger de leur milieu, en devenant des salariés ou, à la limite, des cadres du projet. Ils sont de ceux qui, à tort ou à raison, reprochent le plus aux cadres leur train de vie et leur comportement hautain. Etant depuis quelques années au conseil d'administration du projet, ces deux leaders paysans sont au courant de quelques « chiffres » : ils se rendent confusément compte que la plus grande partie de la masse budgétaire du projet est consacrée aux salaires et aux frais de fonctionnement, la part revenant aux investissements productifs étant en proportion assez faible. Une telle découverte ne fait que renforcer leur révolte larvée vis-à-vis des cadres.

Cette sourde opposition cadres/paysans fera d'ailleurs partiellement échouer la stratégie d'encadrement concoctée par la direction du projet. En effet, pour pallier à l'insuffisance des cadres, celle-ci avait projeté à partir de la mi 76, d'utiliser à titre purement bénévole, les leaders paysans déjà formés techniquement à l'encadrement des groupes naissants. Au moment où justement la direction du projet va le plus avoir besoin d'eux, ces leaders paysans vont se rebiffer : « Si vous voulez nous utiliser, vous devez nous payer, comme vous êtes vous-mêmes payés pour le travail que vous faites », font-ils remarquer aux cadres. Au visiteur étranger, en qui ils ont confiance, les paysans se justifient en ces termes : « Nous voulons bien qu'un paysan vienne de lui-même nous demander notre concours, mais pas que l'encadrement se serve de nous pour faire son travail; nous avons suffisamment

perdu de temps dans ce projet; il est temps qu'on nous laisse nous consacrer à l'amélioration de notre propre sort ».

Le refus d'un encadrement serré et tous azimuts

Si les groupes les plus récemment créés souhaitent un encadrement intensif, les groupes les plus anciens ne veulent plus « avoir constamment un cadre sur leur dos ». Ils ont demandé et obtenu que l'encadrement des anciens se fasse à la demande et non plus, comme par le passé, de manière autoritaire et à des dates arbitrairement fixées par l'encadrement. A l'heure actuelle, le projet a institutionnalisé de lui-même une stratégie d'encadrement beaucoup plus souple.

Par ailleurs, les paysans ne veulent pas d'un encadrement tous azimuts. Ils sont d'accord pour être « initiés » à une nouvelle culture tel que le riz; mais ils deviennent très réticents vis-à-vis de l'encadrement dès qu'il s'agit de cultures déjà courantes dans la zone (patates douces, ignames, plantain, etc.). Pour ces cultures traditionnelles, le paysan préfère travailler avec sa femme. C'est sans aucun doute par amour-propre qu'il ne veut pas qu'on lui apprenne à pratiquer d'autant plus les cultures pour lesquelles il a, de son point de vue, toutes les compétences voulues. Il estime sans doute de ce fait, et avec quelque raison, qu'il n'a pas de leçon à recevoir de l'encadrement en matière de cultures vivrières. Il faut dire en effet que les vulgarisateurs agricoles ne sont pas généralement formés pour promouvoir le vivrier; leur formation a toujours été orientée principalement vers l'acquisition de techniques de valorisation des cultures de rente plus directement profitables aux administrations coloniale et post-coloniale.

Devant la résistance paysanne, le projet semble à l'heure actuelle s'orienter résolument vers la monoculture du riz. Certes, la culture du riz a la faveur des paysans : ceux-ci y voient, non seulement une possibilité d'améliorer leur régime alimentaire, mais également un moyen d'accroître leurs revenus (deux récoltes par an, prix assez élevé du kg de riz). Cependant, à terme, et notamment en cas d'attaque par les maladies, une telle monoculture ne risque-t-elle pas d'avoir des effets catastrophiques sur les revenus de ceux des paysans qui n'auront pas eu la prudence de diversifier leurs cultures? Cette orientation du projet vers la monoculture du riz est d'ailleurs en contradiction avec les dispositions de l'annexe à l'accord entre la République Unie du Cameroun et la Confédération Suisse qui stipulent que, « durant la première phase (1973-2975), des méthodes culturales seront mises au point pour les cultures déjà courantes dans la région »... Force est de constater que cet objectif n'a pas été réalisé à ce jour (20). Ceci nous montre à quel point l'attitude paysanne face à

(18) L'encadrement la perçoit au mieux comme une volonté délibérée du paysan d'ignorer ses directives.

(19) L'un des leaders paysans est titulaire du CEP; il a été, comme l'actuel directeur-adjoint du projet, moniteur d'enseignement et responsable de la JAC au niveau départemental.

(20) Les essais non concluants, sur ignames notamment, n'ont pas encouragé la direction du projet à poursuivre, dans la voie de la mise au point de méthodes culturales améliorées pour les cultures dites traditionnelles. La réticence des paysans à être encadrés pour ces cultures n'est sans doute pas sans rapport avec ces résultats négatifs.

l'innovation peut infléchir les orientations et les objectifs d'un projet.

CONCLUSION

Le projet de promotion des cultures vivrières d'Ombessa est l'exemple d'une intervention qui a démarré avec un handicap de taille : la réaction de rejet du milieu qui se défend contre le bouleversement de l'ordre établi par des perturbateurs sortis de ses propres rangs : les jeunes marginaux qui d'ailleurs, s'opposent entre eux. Au démarrage de l'expérience donc, le foyer principal de conflit se situe au niveau intracommunautaire. Cependant, au fur et à mesure que le projet évolue, les jeunes marginaux se réconcilient entre eux et avec leur milieu : celui-ci, même si des motifs de frictions subsistent entre lui et les jeunes, accepte mieux ce projet et est prêt à en faire son affaire propre. A preuve, l'entrée de nombreux anciens dans les groupes modernes qui se constituent ultérieurement. C'est que les jeunes, grâce à leur ténacité et à leur détermination ont réussi, par les résultats encourageants obtenus, à prouver que l'affaire est viable dans le milieu et qu'on peut en espérer « quelque chose ».

Dès lors, on assiste à un déplacement du foyer principal de tension : celui-ci ne se situe plus au niveau intra-communautaire, mais au niveau des rapports milieu/intervention extérieure (encadrement). Autrement dit, le danger principal

pour le projet ne vient plus des tensions intra-communautaires, mais des rapports conflictuels existants entre le milieu et l'encadrement. En fait, l'analyse de la situation a montré que, même si les paysans peuvent sembler s'affirmer par certaines de leurs attitudes, ils demeurent, du fait de leur inorganisation, largement dépendants de l'encadrement qui, on l'a vu, les éloigne systématiquement des décisions technico-économiques au sein du projet. Cette situation engendre, chez les paysans, un sentiment de frustration qui freine la diffusion des innovations et constitue de ce fait une menace potentielle pour le projet.

Les paysans expriment d'ailleurs bien ce sentiment de frustration en faisant remarquer qu'il leur est difficile de s'exprimer et de se faire entendre dans l'actuel conseil d'administration du projet où, par rapport aux agents de l'administration, ils sont nettement sous-représentés et n'ont, de surcroît, qu'une voix consultative.

Il est essentiel, pour l'avenir de l'expérience de remédier rapidement à la carence dans l'organisation paysanne.

En tant qu'initiateur et consultant du projet, l'IPD a été sollicité pour conduire et soutenir la réflexion sur une nouvelle structuration de la MIDO et des groupes paysans en vue d'une plus grande efficacité du projet.

Il s'est avéré, après une enquête auprès des paysans, que la solution satisfaisante, réside dans la recherche d'une autonomie effective des paysans organisés dans une structure dirigée par eux-mêmes.

RÉFÉRENCES

- ADAM T. — *Quelques aspects sociaux sur le projet Ombessa*. Ecole Polytechnique Fédérale - Zurich, Mai 1978.
- BILLAZ R. — *Evaluation du projet de promotion des cultures vivrières d'Ombessa - Aspects agro-économiques*. Doc. ronéo IPD, Juin 1975.
- BISSEK L. — *Le rôle de la formation dans le développement rural intégré : Etude de cas et réflexion générale à propos du Cameroun*. Doc. ronéo IPD, Novembre 1976.
- CAMBURI C. — *Formation non-conventionnelle dans l'arrondissement d'Ombessa*. Evaluation de 3 projets : la ZACC d'Essendé, la SAR d'Ombessa, la COOPEPRO de Bouraka.
- CHERIF A. — *Perspectives de développement des départements autour de Yaoundé : le Développement du MBAM*. Première ébauche de synthèse des stages des étudiants IPD - Xème Promotion.
- CORDEIRO O. — *Contribution à la connaissance de la zone d'Ombessa*. Bokito : le point sur la MIDO - Doc. ronéo IPD, Août 1977.
- CORDEIRO O. — *Pour une nouvelle structuration de la MIDO et des groupes paysans en vue d'une plus grande efficacité du projet* (rapport intérimaire). Doc. ronéo IPDR/DOUALA Juin 1978.
- CORDEIRO O. et DIKOUME C. — *Organisation du projet OMBESSA*. Doc. ronéo IPDR/DOUALA, Juillet 1978.
- DIALLO I. — *Evaluation du projet de promotion des cultures vivrières d'Ombessa - Aspects socio-économiques*. Doc. ronéo, IPD, Juin 1975.
- DIKOUME C. avec la participation de KIPPENS P. — *Les Hommes et la Terre : Eléments sur les problèmes fonciers au Cameroun Oriental*, Doc. ronéo IPD, Avril 1972.
- DIKOUME C. et GRACIA M. — *Evaluation du projet Ombessa*, Doc. ronéo IPD, Juillet 1971.
- DIKOUME C. et MAROLLEAU J.L. — *Projet Ombessa : Demande de financement pour la phase de démarrage*, note IPD, (CAR), 1972.